



REPUBLIQUE FRANCAISE  
VILLE DE SEYSSES

ARRÊTÉ RELATIF A  
L'OCCUPATION DU DOMAINE  
PUBLIC

DEPARTEMENT DE LA  
HAUTE-GARONNE 31600

N° 2024-032

ARRONDISSEMENT DE MURET

Le Maire de la Commune de SEYSSES,

22 janvier 2024

Pétitionnaire :  
**Directrice des Services Techniques  
de SEYSSES**

Bénéficiaire :  
**Entreprise L'air des Cimes**

Nature de l'autorisation :  
**Travaux de mise en sécurité**

Adresse de l'autorisation :  
**Chemin de Lamartine**

Durée de l'autorisation :  
**Le 26 janvier 2024**

VU la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
VU la loi n°83-8 du 7 Janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L 1111-10, L 2212-1 à L 2212-5-1, L 2213-1 à L 2213-6-1 et L 3111-1,  
VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants,  
VU le Code de la Route et notamment les articles L 411-6 et L 411-25,  
VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 115-1, L 141-1, L 141-11 et L 141-12,  
VU le règlement de Voirie en vigueur du Muretain agglo,  
VU la demande d'occupation du domaine public en date du 12 janvier 2024 de la directrice des services techniques de Seysses pour des travaux de mise en sécurité chemin de Lamartine à SEYSSES.

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre des mesures pour assurer l'ordre et la sécurité publique

## ARRÊTE

### Article 1 : *Autorisation*

L'occupation du domaine public est temporaire précaire et révocable.

L'entreprise L'air des Cimes est autorisée à utiliser le domaine public chemin de Lamartine à SEYSSES pour des travaux de mise en sécurité consistant à la taille sanitaire d'un arbre le 26 janvier 2024 à charge au pétitionnaire de se conformer aux dispositions des articles suivants.

### Article 2 : *Sécurité et signalisation*

Le balisage sera effectué par le pétitionnaire qui aura en charge la mise en place de la signalisation adéquate.

L'arrêté sera affiché par le pétitionnaire sur le site au moins 48 heures avant, jusqu'à la fin de l'occupation et visible depuis le domaine public.

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

### Article 3 : *Réglementation de la signalisation*

Pendant toute l'occupation, l'intervenant sera responsable de la mise en état, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci.

**Article 4 : Remise en état**

Le bénéficiaire devra établir un état de la voirie et de ses dépendances avant mise en place de l'occupation.

A la fin de l'occupation, le bénéficiaire devra enlever les décombres et réparer les dommages causés au domaine public ou à ses dépendances.

**Article 5 : Responsabilité**

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, et ne peut en aucun cas être cédée. Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'occupation.

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

**Article 6 : Diffusion**

La Direction des Services Techniques, la Police Municipale, le bénéficiaire seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour ampliation, le Service Communication de la Commune de SEYSSSES.

Le Maire  
Jérôme BOUTELOUP

